

SORHOGECO

SOCIETE RHODANIENNE DE GESTION ET DE COMPTABILITE

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

42 CHEMIN DU MOULIN CARRON – BAT. A1 69130 ECULLY

SAS AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS – SIRET 404 971 830 000 33

Tél. 04 37 65 37 57 Fax. 04 37 65 37 58 contact@sorhogeco.com

Association Maison Familiale Rurale les Dronières

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison Familiale Rurale les Dronières
826 Route des Dronières-74360 CRUSEILLES

Ce rapport comporte 24 pages

Association Maison Familiale Rurale les Dronières

Siège social : 826 Route des Dronières – 74350 CRUSEILLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale Rurale les Dronières relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE L'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 5 mai 2025


SORHOGECO
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
42 Chemin du Moulin Carron Bât B2
69130 Ecully
Sorhogeco S.A.S.
Commissaire aux Comptes
Tel : 04 77 65 37 57
contact@sorhogeco.com
Siret 404 971 830 00025

ANNEXE : DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ ■ ■

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 310	1 310		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	166 376	145 952	20 424	22 064
Constructions	4 012 875	2 771 046	1 241 828	1 324 942
Installations techniques, matériel et outillage industriels	50 067	48 493	1 574	4 648
Immobilisations corporelles en cours	115 194		115 194	54 345
Autres	438 597	392 511	46 086	37 892
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	23 424		23 424	22 721
Prêts				
Autres	607		607	757
TOTAL I	4 808 450	3 359 313	1 449 137	1 467 368
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	3 484		3 484	4 535
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	174 547		174 547	98 025
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	786 190		786 190	429 679
Valeurs mobilières de placement	130 000		130 000	130 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	753 488		753 488	554 204
Charges constatées d'avance	20 364		20 364	21 178
TOTAL II	1 868 072		1 868 072	1 237 621
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	6 676 522	3 359 313	3 317 209	2 704 989

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	1 249 017	1 206 580
Excédent ou déficit de l'exercice	68 559	42 437
Situation nette (sous total)	1 317 576	1 249 017
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 252 570	808 263
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 570 146	2 057 280
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	300 000	100 000
TOTAL II	300 000	100 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	15 560	25 497
TOTAL III	15 560	25 497
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	122 025	163 275
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	172 495	186 754
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	69 134	76 388
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 475	19 587
Autres dettes	47 426	46 976
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	18 948	29 232
TOTAL IV	431 503	522 212
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	3 317 209	2 704 989

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	19 850	20 800
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 108 471	1 160 043
dont parrainages	51 275	58 500
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	956 180	968 525
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	2 000	
Mécénats	2 200	1 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		241
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	27 558	33 109
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	262	5
TOTAL I	2 116 520	2 183 723
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	768 769	759 659
Aides financières	6 281	3 855
Impôts, taxes et versements assimilés	19 633	20 918
Salaires et traitements	753 450	899 656
Charges sociales	249 487	297 671
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	136 174	119 808
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	200 000	100 000
Autres charges	723	1 770
TOTAL II	2 134 518	2 203 338
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(17 998)	(19 615)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	704	467
Autres intérêts et produits assimilés	16 820	11 037
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	17 525	11 504
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 585	3 677
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	2 585	3 677
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	14 940	7 827

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(3 058)	(11 788)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	12 284	2 564
Sur opérations en capital	64 466	57 315
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	76 750	59 879
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	1 648	3 413
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	1 648	3 413
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	75 102	56 466
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 486	2 241
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 210 795	2 255 106
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 142 236	2 212 669
EXCEDENT OU DEFICIT	68 559	42 437
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

MFR DES DRONIERES

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation des DRONIERES est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Sa durée est illimitée. Son siège social est établi 826, route des Drônières , 74350 CRUSEILLES

L'association a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale ;
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale ;
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas et d'hébergement dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints ;
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison Familiale Rurale ;
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la Maison Familiale Rurale.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR propose des formations de 3^{ème} de l'Enseignement Agricole, 2nde Professionnelles « Productions », BAC Pro Conduite et Gestion de l'Entreprise Agricole-Polyculture-Elevage, et des BTSA ACSE Analyse Conduite et Stratégie de l'Entreprise Agricole pour des jeunes en formation de type « Initiale scolaire », ou alternants en Apprentissage, ainsi que jeunes et adultes, stagiaires de la Formation Continue dans le cadre de formation d'Agents en Polyculture Elevage.

L'hébergement des internes est assuré par la MFR, qui gère à titre complémentaire des locations occasionnelles des bâtiments au profit de particuliers ou de groupes (colonies de vacances, etc...)

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les locaux sont répartis sur une superficie de 2 760 M², dont 1255 M² affectés à l'enseignement dont les salles de cours, et informatique, équipées de matériels récents.

La MFR s'appuie sur un effectif de 21.60 équivalents temps pleins dont 16.43 directement affectés à l'enseignement et l'animation auprès des apprenants.

La MFR est partenaire de la Région AURA, du Département de Haute-Savoie, et des entreprises et collectivités qui financent l'activité de la MFR, et accueillent les apprenant en milieu professionnel.

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Néant.

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE COMPTABLE

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration des états financiers 2024, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

IV. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2024 à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les montants sont exprimés en euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 14/05/2025 par le Conseil d'administration.

2. METHODE GENERALE

Les comptes ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code de commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations énoncés par l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. NOTES CONCERNANT LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le règlement n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a été appliquée ; l'approche par composants est systématiquement appliquée pour les constructions.

3.2. METHODE D'AMORTISSEMENT

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie :

- | | |
|---|---------------|
| - Constructions, | 40 ans |
| - Agencements et installations, Outillages, Véhicules | de 5 à 15 ans |
| - Mobilier et Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |

3.3. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.4. CREANCES

Elles ont été évaluées pour leur montant nominal. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

4.1. FONDS PROPRES

Les fonds propres font l'objet d'une présentation dans un tableau défini par l'article 431-5 du règlement n° 2018-06 qui se substitue aux informations demandées par l'article 833-11 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

4.2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère stable destinées au financement des investissements nécessaires aux activités de l'association.

Une reprise est effectuée à chaque clôture au compte de résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens financés.

4.3. PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

Néant.

4.4. INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

La convention collective de l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière. Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salariés présent à la clôture de l'exercice, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements calculés sont intégralement comptabilisés.

4.5. FONDS DEDIES

Les montants portés en fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées à des projets définis et que ne sont pas totalement utilisées à la clôture de l'exercice.

Sur 2024, la MFR des Drônières a affecté 200.000 € en fonds dédiés, afin de couvrir une part d'études et honoraires liés aux travaux de Restructuration/Extension des bâtiments, portant ce fond à 300.000 €.

5. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1. COTISATIONS

Les cotisations perçues par l'association sont sans contrepartie et inscrites dans la rubrique prévue par le règlement ANC n° 2018-06 sur la base d'un appel à cotisation qui constitue le fait générateur de la comptabilisation en produits.

5.2. CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Le détail des concours publics et des subventions reçues au cours de l'exercice sont portés dans un tableau annexe.

5.3. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Ils tiennent compte non seulement des éléments non liés à l'activité normale de la MFR mais également de ceux qui représentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant

En 2024, la MFR des DRONIERES constate 1 648 € de charges exceptionnelles, montant non significatif induit par quelques factures parvenues post-bilan. Et 12 434 € en produits exceptionnels, dont 8 350 € lié au solde des positions comptables du CFA de la FR (2020.2021.2022), et le reste sur divers ajustements de comptes de tiers antérieurs à 2024.

5.4. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La participation des membres bénévoles au fonctionnement et aux activités de la MFR est encadrée par le règlement intérieur de la MFR qui fixe à l'article 2 les principes de fonctionnement : « *l'association est formée de membres qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association...* ».

Sur cette base, la MFR ne recense pas les contributions volontaires de bénévoles.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. INFORMATIONS RELATIVE AU REGIME FISCAL

La MFR n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

6.2. INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les dirigeants de l'association exercent leurs fonctions bénévolement.

6.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

6.3.1. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS

Néant.

6.3.2. ENGAGEMENT EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

Néant

6.4. EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PAR CATEGORIE

<i>Effectif Moyen Cadre</i>	<i>13.11</i>
<i>Effectif Moyen Employés</i>	<i>8.49</i>
<i>Dont Apprenti</i>	<i>0</i>

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 206 580	42 437			1 249 017
Excédent ou déficit de l'exercice	42 437	(42 437)			(0)
Situation nette	1 249 017				1 249 017
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	808 263		507 207	62 900	1 252 570
Provisions réglementées					
TOTAL	2 057 280		507 207	62 900	2 501 587

TABEAU DE RAPPROCHEMENT CONTRIBUTIONS

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionne ment	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens					
Prestations de services					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Provisions Inscrites au Bilan

MFR DES DRONIERES

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	25 497		9 938	15 560
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	25 497		9 938	15 560

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	353			
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	353			

TOTAL GÉNÉRAL	25 850		9 938	15 560
----------------------	---------------	--	--------------	---------------

Immobilisations

MFR DES DRONIERES

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 310		
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 310		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	166 376		
Constructions sur sol propre	2 553 218		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	1 435 741		23 915
Installations techniques et outillage industriel	50 067		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	76 593		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	216 544		25 385
Emballages récupérables et divers	128 675		7 240
Immobilisations corporelles en cours	54 345		60 849
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	4 681 559		117 389
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	22 721		703
Prêts et autres immobilisations financières	757		
TOTAL immobilisations financières :	23 478		703
TOTAL GÉNÉRAL	4 706 347		118 092

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			1 310	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			1 310	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			166 376	
Constructions sur sol propre			2 553 218	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			1 459 656	
Install. techn., matériel et out. industriels			50 067	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport			76 593	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		15 840	226 090	
Emballages récupérables et divers			135 915	
Immobilisations corporelles en cours			115 194	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		15 840	4 783 109	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			23 424	
Prêts et autres immo. financières		150	607	
TOTAL immobilisations financières :		150	24 031	
TOTAL GÉNÉRAL		15 990	4 808 450	

Amortissements

MFR DES DRONIERES

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	1 310			1 310
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 310			1 310
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	144 312	1 641		145 952
Constructions sur sol propre	1 885 261	65 679	21 120	1 929 820
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	778 757	62 469		841 226
Installations techn. et outillage industriel	45 419	3 074		48 493
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	57 660	13 002		70 663
Mat. de bureau, informatique et mobil.	326 260	11 428	15 840	321 848
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	3 237 668	157 294	36 959	3 358 003

TOTAL GÉNÉRAL	3 238 979	157 294	36 959	3 359 313
----------------------	------------------	----------------	---------------	------------------

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	1 641		
Constructions sur sol propre	65 679		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	62 469		
Installations techniques et outillage industriel	3 074		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	13 002		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	11 428		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	157 294		
Frais d'acquisition de titres de participations			

TOTAL GÉNÉRAL	157 294		
----------------------	----------------	--	--

Produits à Recevoir

MFR DES DRONIERES

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<div>Immobilisations financières</div> <div>Créances rattachées à des participations</div> <div>Autres immobilisations financières</div> <div>Créances</div> <div>Créances clients et comptes rattachés</div> <div>Personnel</div> <div>Organismes sociaux</div> <div>État</div> <div>Divers, produits à recevoir</div> <div>Autres créances</div> <div>Valeurs Mobilières de Placement</div> <div>Disponibilités</div>	<div>647 909</div> <div>22 085</div>
TOTAL	669 994

Charges à Payer

MFR DES DRONIERES

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	105
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 749
Dettes fiscales et sociales	10 861
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	689
TOTAL	32 404

Charges et Produits Constatés d'Avance

MFR DES DRONIERES

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	20 364	18 948
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	20 364	18 948

État des Échéances des Créances et Dettes

MFR DES DRONIERES

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	607		607
TOTAL de l'actif immobilisé :	607		607
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	161 569	161 569	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 703	1 703	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	648 409	648 409	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	122 085	122 085	
TOTAL de l'actif circulant :	933 765	933 765	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	20 364	20 364	

TOTAL GÉNÉRAL	954 736	954 129	607
----------------------	----------------	----------------	------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	121 921	39 507	82 413	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	171 863	171 863		
Personnel et comptes rattachés	8 159	8 159		
Sécurité sociale et autres organismes	48 718	48 718		
Impôts sur les bénéfices	3 486	3 486		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	8 772	8 772		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	1 475	1 475		
Groupe et associés				
Autres dettes	20 562	20 562		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	18 948	18 948		

TOTAL GÉNÉRAL	403 902	321 489	82 413	
----------------------	----------------	----------------	---------------	--